

# Le marché... ou l'être humain ?

## Partage international n° 44 - Avril 1992

Il fut un temps où la Communauté Européenne était obligée d'importer des produits agricoles afin de répondre aux besoins de ses citoyens. Cette pratique a brusquement cessé : la CEE, au sein de laquelle 12 pays de l'Europe de l'Ouest et du Sud coopèrent tant sur le plan économique que politique, est devenue depuis plusieurs années exportatrice de produits alimentaires, et représente une puissance considérable sur le marché mondial.

Actuellement, dans des pays comme les Etats-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, le monde agricole se plaint amèrement d'une concurrence européenne qualifiée de déloyale. Leurs objections sont largement justifiées, bien que certains n'aient guère de leçons à donner en ce domaine. Il est vrai que l'agriculture de la CEE reçoit d'énormes subventions, entraînant une forte surproduction écoulee à des prix artificiellement bas sur le marché mondial. Si le rouleau compresseur européen a déjà rendu la vie difficile au monde agricole pourtant bien organisé des autres pays occidentaux, il est temps de faire une pause et de méditer sur la position des agriculteurs du Tiers Monde. Quasiment dépourvus de soutien de la part de leurs gouvernements, sans infrastructure permettant le transport des denrées, sans la technologie et le savoir-faire occidentaux, ils ne peuvent guère concurrencer la production étrangère, même sur leurs propres marchés. Seuls les moins défavorisés des pays du Sud ont quelque espoir d'exporter leurs produits, alors que les pays les plus pauvres, ceux d'Afrique notamment, ne pénètrent le marché qu'en qualité d'acquéreurs — à condition d'en avoir les moyens financiers.

Il n'est donc pas surprenant que de fortes pressions soient exercées sur la CEE pour qu'elle interrompe sa politique de subventions. Même à l'intérieur de la Communauté, la résistance au système s'accroît. Le ministre allemand des Affaires économiques, Jürgen Möllemann, a qualifié la structure des subventions de « démente ».

Selon lui, la CEE paye pour la surproduction alimentaire, pour le stockage, ainsi que pour la

destruction de cette même surproduction, pour l'écoulement à bas prix de ces denrées sur le marché mondial, et même pour l'utilisation d'engrais chimiques qui accroissent encore la surproduction. « C'est injustifiable », ajoute M. Möllemann, qui omet de mentionner que, toujours grâce aux subventions, le secteur agricole contribue davantage encore à la dégradation de notre environnement.

De ce fait, une demande croissante se fait entendre pour que cesse la protection financière des agriculteurs des pays industrialisés. De nombreux experts agricoles de la CEE ont récemment suggéré qu'on cesse de fixer artificiellement les prix, et qu'on en revienne à la pratique du prix réel du marché, en tenant compte de l'ensemble des coûts — y compris des coûts écologiques. Cela entraînerait une hausse des prix sur le marché mondial, donnant la possibilité aux agriculteurs des pays pauvres l'opportunité de vendre leurs produits à des prix compétitifs.

On serait tenté de vouloir appliquer rapidement ces suggestions, mais la réalité impose une approche plus prudente. Il est dangereux de préconiser le libre échange et l'adhésion au principe du marché, si les bénéfices attendus ne sont pas automatiquement et correctement répartis. S'il est vrai que la libéralisation des prix signifierait leur hausse sur le marché mondial, cela ne garantit pas que tous les agriculteurs du Tiers Monde pourraient immédiatement en profiter. En effet, cette libéralisation impliquerait également que les pays actuellement obligés d'importer de la nourriture à grande échelle devraient continuer à le faire — mais à des prix bien plus élevés. Il ne faut guère de gros efforts d'imagination pour voir ce que cela signifierait pour les centaines de millions de pauvres qui arrivent à peine à subvenir aujourd'hui à leurs besoins alimentaires. Quiconque estime que chacun peut trouver à s'alimenter correctement dans le système du marché libre, devrait examiner ce qui se produit actuellement dans l'ancienne Union soviétique et dans ses ex-satellites. La transition d'un système à l'autre s'y avère extrêmement difficile, et pour beaucoup la vie est y devenue plus que jamais un véritable combat.

Nous ne pouvons pas nous permettre de prendre de tels risques à l'échelle planétaire, avec quelque chose d'aussi précieux que la nourriture. Tout changement apporté à cette structure agricole fragile (et combien inadéquate) doit être préparé et pesé avec le plus

grand soin. La question clé est de savoir s'il est juste de subordonner la production alimentaire à la politique commerciale courante et aux mécanismes du marché libre. Bien évidemment, notre réponse est « Non ». Le succès d'une politique agricole ne peut se mesurer au degré de liberté régnant au sein du marché, ni à l'importance du profit des agriculteurs, ni au niveau des prix à la consommation, ni davantage à l'ampleur des subventions ou à leur absence. Le seul but à atteindre est que chaque individu, quels que soient sa nationalité et son statut économique, ait toujours suffisamment à manger. Toutes les politiques agricoles et tous les marchés qui n'adhèrent pas à ce critère, sont voués à l'échec.

On peut largement critiquer le système agricole géré par la CEE, mais un fait a été démontré : c'est que le soutien gouvernemental et l'encouragement aux agriculteurs peut aboutir très rapidement à un développement phénoménal de la productivité. De la même manière, le succès économique japonais nous a appris que le gouvernement et le marché ne sont pas nécessairement des ennemis naturels, mais qu'ils peuvent être complémentaires et s'équilibrer mutuellement.

A notre avis, le démantèlement du système des subventions de la CEE n'aurait une réelle signification que si une telle opération faisait partie d'une politique globale visant la garantie d'un approvisionnement alimentaire pour tous sur le plan mondial. Dans certains cas, cela pourrait signifier la fin des subventions, mais dans d'autres, cela pourrait entraîner leur mise en place. Techniquement, selon certaines estimations, la faim pourrait être

totallement éradiquée en l'espace de 20 ans. Mais ceci ne se produira pas spontanément en réponse à une stratégie de marché libre. Au contraire, ce qui est nécessaire, c'est une politique bien conçue qui accorde un stimulus financier à la production agricole locale dans les pays en voie de développement, tout en permettant l'investissement dans l'éducation, la santé, l'énergie et l'infrastructure. Tous ces secteurs auront besoin de subventions nationales et internationales. Si cela entre en conflit avec l'idéologie d'absence de contrôle des forces du marché, alors c'est cette idéologie qui doit être révisée. En dernier ressort, le marché est là pour servir le peuple — et non le contraire. Un tel marché peut aisément être mis sur pied pour servir des buts sociaux et éthiques sans pour autant frustrer la créativité de l'entrepreneur individuel.

La CEE l'a compris jusqu'à un certain point, mais elle n'agit que partiellement et de manière plutôt arbitraire, et seulement pour promouvoir quelques-uns de ses propres intérêts limités. Ce n'est pas le fait d'agir sur les mécanismes du marché par le jeu des subventions qui est « dément », mais le fait que l'humanité ne fait pas un meilleur usage de cet outil économique, dans le but de résoudre les multiples problèmes qui nous assaillent.

Europe

**Thématiques :** [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique :** [Editorial](#) ()